

Les 220 travailleurs de l'INPED en grève illimitée

Les 220 travailleurs de l'Institut national de la productivité et du développement industriel (INPED) de Boumerdès observent un arrêt de travail illimité.

«Nous voulons sauver notre institut jadis réputé pour être un joyau versé dans la formation dans le secteur de l'industrie, aujourd'hui tombé en désuétude, à cause de la mauvaise gestion», déclarent en chœur les grévistes. «DG dégage !» «Nous exigeons le changement du DG !» «El moudir haggar !» (le directeur est méprisant) «Où est le ministère !?» sont les quelques slogans affichés par les protestataires à l'entrée de cet établissement de formation. Il est clair que les contestataires focalisent leur colère sur le responsable numéro un de l'INPED, Abderrahmane Mouffek, accusé par les travailleurs de mener cet institut vers la faillite.

Les grévistes ont, par ailleurs, empêché leur patron de disposer du véhicule de service et lui ont fermé au nez la porte du réfectoire de l'établissement. «Il jeûnera comme nous !» crient les travailleurs.

Le DG de l'INPED, quant à lui, refusé de répondre aux questions des journalistes

sur cette grève. Il y a lieu de préciser que les grévistes dénoncent le comportement de la section UGTA qui, selon eux, refusent d'encadrer et, par conséquent, de cautionner cette action «légitime de revendication.»

Pour les travailleurs protestataires, les syndicalistes, faute de les défendre contre les abus de leur directeur, se sont alignés sur ses thèses.

«C'est parce que les élus de la section sont réguliers et leurs proches ont été recrutés», écrivent les travailleurs en grève, dans leur déclaration. «C'est clair, il leur a rempli la bouche et ils ne peuvent pas parler», ironise un travailleur. Nous avons, en vain, tenté de recueillir la version du SG ou de l'un des membres de cette section. Dans leur plate-forme de revendications, les travailleurs en grève exigent, comme on l'a vu, le départ du DG et dénoncent l'attribution de formation et de promotions sur des critères clientélistes et régionalistes.

Pour étayer leurs dires, ils nous présentent, le doc-

teur Hadjout, doctorat en management, 42 ans de service à l'INPED, mais totalement marginalisé «Pour un doctorat et 42 ans d'expérience à l'INPED, je touche un net de 55 000 DA», assène le concerné.

Les grévistes demandent la révision sérieuse de la convention collective, laquelle est également rejetée par le conseil d'administration. Ce projet d'accord

fait, selon cette déclaration, la part belle à une catégorie de cadres et marginalise des cadres moyens et les travailleurs.

Les grévistes se solidarisent à l'occasion avec leurs collègues que le DG avaient expulsés avec femme et enfants de la résidence de l'institut et sans que la section syndicale lève le petit doigt. Ces familles végètent depuis

plusieurs mois en face de l'INPED, où elles ont passé les rudes journées et nuits d'hiver sous la toile et des cartons. «On n'a pas idée d'expulser 5 familles de ses propres collaborateurs, des femmes dont une est enceinte, des enfants dont un handicapé, pour installer deux célibataires, en vue de leur attribuer des logements, des salaires et des formations et de surcroît

sans rien faire», dit amèrement un des grévistes.

De manière générale, au-delà de leur colère et des revendications qu'ils formulent, les grévistes, dont une bonne moitié sont des cadres, insistent sur un volet essentiel de leur revendication : la nécessité du sauvetage de l'INPED, outil par excellence de la performance dans l'industrie du pays.

Abachi L.

UNE PÉTITION CIRCULE À LA RAFFINERIE DE SKIKDA

Les employés demandent le départ de la section syndicale

Le bras de fer entre les employés et le syndicat continue d'alimenter le quotidien de la branche raffinage (la raffinerie de Skikda).

Depuis une dizaine de jours, un groupe d'employés observe quotidiennement, en dehors des week-ends, des sit-in, entre 12h30 et 13h00, de manière à éviter de paralyser la production. Leurs revendications concernent, les défaillances dans l'alignement sur Sonatrach et le départ de la section syndicale. Les grévistes maintiennent toujours leur décision de retrait de confiance à la section syndicale, considérée, de l'avis toujours des travailleurs, comme issue d'élections

truquées. Dans une correspondance, dont nous détenons une copie, il est déclaré : «Nous, l'ensemble des travailleurs ayant la ferme conviction et à l'unanimité, exigeons la dissolution de la section syndicale pour manque d'objectivité, non-représentativité, abus de pouvoir et non-respect des droits élémentaires des travailleurs».

Joint par téléphone, le président du syndicat de la raffinerie de Skikda nous a affirmé : «Il faut savoir que cette demande de départ est tardive, car nous sommes à mi-mandat, et elle doit être motivée par des justifications probantes. Par ailleurs, la raffinerie compte 1 600 employés, et ce ne sont pas une vingtaine d'entre eux, dont une

majorité ne sont pas adhérents au syndicat, qui vont décider de mon sort.»

Selon un employé, «il faut aussi que l'on parle un peu des dépassements de l'administration. L'exemple d'un agent qui a bénéficié, sans passer par le CPF (comité du personnel et de l'administration), de quatre catégories professionnelles est là.

Cela est vérifiable. Une situation que j'ai dénoncée et qui m'a valu des provocations et des menaces de licenciement de toutes parts». Les travailleurs ne comptent pas baisser les bras pour faire valoir leurs droits et promettent d'user de toutes les voies de recours pour les recouvrer.

Zaid Zoheir

TROUBLES À SOUK-AHRAS

Des dizaines de jeunes ferment la RN 80

Indubitablement, sit-in, fermeture des APC et blocage des routes sont de nos jours des modes de protestation.

En concomitance dans l'après-midi d'hier, au niveau de la daïra de Sédrata, distante de 60 km du chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras, des dizaines de jeunes, en quête d'emploi, ont carrément bloqué la RN 80 pendant toute l'après-midi pour dénoncer leurs conditions

sociales difficiles. A Machroha, une autre daïra située à 20 km du chef-lieu de wilaya, des dizaines de chômeurs ont fermé le siège de la commune avant de se diriger vers la RN 16, reliant la wilaya de Souk-Ahras à Annaba, pour la fermer à la circulation jusqu'à 19h. Les automobilistes venant d'Annaba ont dû rebrousser chemin et faire un détour par Bouhadjar (wilaya d'El-Tarf) pour rejoindre Souk-Ahras. Et au chef-

lieu de la wilaya, après une accalmie de quelques semaines, les émeutes ont repris hier vers 10h du matin, quand des dizaines de demandeurs d'emploi ont pris d'assaut le siège de l'ANEM.

La protesta s'est répandue telle une traînée de poudre. Les protestataires se sont dirigés vers le siège de la wilaya, défiant les forces de l'ordre, qui étaient contraintes d'utiliser les bombes lacrymogènes pour les les dis-

perser. Au même moment, d'autres heurts opposaient les forces de l'ordre à un autre groupe de manifestants qui voulaient, coûte que coûte, saccager le siège de Mobilis.

Vers midi, les choses sont rentrées dans l'ordre avec un retour au calme à Souk-Ahras ville et le dialogue amorcé au siège de la wilaya pour atténuer la grogne populaire.

Barour Yacine

ILS ONT OBSERVÉ UN ÉNIÈME SIT-IN DEVANT LE SIÈGE DE LA WILAYA DE BOUIRA

Les propriétaires de fusils de chasse désesparés

Ils avaient le cœur gros comme ça, hier, les propriétaires de fusils de chasse. Le wali, et pour la énième fois, a refusé de les rencontrer, les renvoyant, comme d'habitude, au chef de cabinet. Un chef de cabinet qu'ils avaient rencontré, depuis le début de leur protestation en 2003, à plusieurs reprises, et ils en avaient assez de ses promesses sans lendemain.

Hier, ils étaient des dizaines à se rassembler devant le siège de la wilaya, dans l'espoir de voir le wali afin de s'assurer de certaines informations faisant état de nouvelles directives du ministère de l'Intérieur concernant ces fusils de chasse remis aux autorités au début des années 1990.

Or, à leur grand désespoir, et encore une fois, le wali était absent, et les propriétaires de fusils de chasse se sont vu orientés vers le chef de cabinet. Sur place, ils avaient exigé de voir le wali mais après que le chef de cabinet leur rappela qu'il était

absent et qu'il le remplaçait, ils ont refusé de parler avec ce dernier quittant même son bureau.

Cela étant, à l'extérieur, ils étaient là à fustiger les responsables de la wilaya, et certains d'entre eux, à l'image de Tahar Demmouche de Takerboust, sont allés jusqu'à proposer de bloquer l'autoroute jusqu'au départ du wali.

Cependant, d'autres se voulaient plus modérés, à l'image de Moussaoui Ahmed, de Haizer, 63 ans, qui ne partage pas l'avis de son compère, mais qui appelle cependant les responsables du

pays à leur restituer les armes ou bien les tuer.

Ou encore Zerkak Mohamed de Saharidj qui rappelle les promesses jamais tenues du chef de cabinet et le refus du wali de les recevoir. En somme, beaucoup parmi les présents sont en colère contre ce mépris qui ne dit pas son nom.

Ils ne savent plus à quel saint se vouer. Des rumeurs font état de décisions prises en haut lieu quant à la remise imminente des armes à leurs propriétaires, mais, pour le moment, ces pères de famille, qui avaient accepté un jour de remettre leurs fusils de chasse aux autorités, sont ignorés et personne parmi les responsables de la wilaya, à commencer par le wali, ne veut les recevoir, ne serait-ce que par égard à leur

âge, afin d'éclairer leur lanterne.

Pour rappel, au niveau de la wilaya de Bouira, ils sont quelque 12 000 citoyens à avoir remis aux autorités militaires, surtout au niveau des brigades de gendarmerie et des Sûretés urbaines, leurs fusils de chasse au début des années 1990.

Depuis 1998, soit juste après que la situation sécuritaire se soit améliorée, tous les fusils de chasse remis au niveau des Sûretés urbaines furent restitués à leurs propriétaires. Cependant, ce ne fut pas le cas pour les fusils de chasse remis aux brigades de gendarmerie.

A Bouira, près de 9 000 fusils de chasse sont concernés, et à ce jour, seuls quelques dizaines ont été restitués à leurs propriétaires.

Y. Y.

LA PROTESTA S'ENRACINE À EL-TARF

Les citoyens de la cité Ghaza, à Besbès, ferment la RN84

Les habitants de la grande et peuplée cité Ghaza, située dans la commune de Besbès, ont fermé, hier lundi, pour la deuxième journée consécutive, la RN84 à la circulation automobile. Les jeunes ont bloqué, toutes les voies menant à leur cité. Les pourparlers engagés par les autorités, pour trouver un terrain d'entente en vue de rouvrir l'axe routier, ont été voués à l'échec. Pour la population, les autorités n'ont aucune emprise sur la décision de distribution des 200 logements construits à l'intérieur de ladite cité et destinés à l'éradication de l'habitat précaire.

Pour rappel, les 200 logements en question sont finalisés depuis plus de trois années déjà, sans que la commission de daïra ait procédé à l'établissement de la liste des bénéficiaires. Joint par téléphone, le président d'APC de la commune estime que les revendications des protestataires sont légitimes, du fait que les logements, objet de cette colère populaire, sont construits sur un terrain sur lequel il y avait, il y a sept ans, des familles habitant des baraques et des taudis et que la population aurait fini par avoir des suspicions sur les ajournements consécutifs concernant leur distribution.

Daoud Allam